

LACROIX SA
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 10 000 000 Euros
Siège Social : 8 impasse du Bourrelier 44800 SAINT HERBLAIN
855 802 815 RCS NANTES

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DU 15 MARS 2005

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions légales et statutaires, afin de vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2004, et décider de l'affectation à donner aux résultats.

Nous vous précisons que les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification de méthodes d'évaluation et de présentation par rapport à celles de l'exercice précédent, tant au niveau des comptes sociaux que des comptes consolidés.

A. GROUPE LACROIX

1. Résultats consolidés

Le chiffre d'affaires de l'exercice clos le 30 septembre 2004 s'est élevé à 165.2 M€, soit une progression de 3.44% par rapport à l'exercice précédent.

Cette évolution positive a concerné les trois divisions du Groupe, avec une progression cependant plus importante pour la Télégestion (+16%) que pour l'Electronique (+0.12%).

Après prise en compte d'une dotation aux amortissements et provisions nettes pour un montant de 5.4 M€, soit 2.8 M€ de plus que l'exercice précédent, le résultat d'exploitation atteint 12.2 M€, à comparer aux 10.9 M€ affichés au 30 septembre 2003, soit une hausse de 11.9%.

Le résultat financier, en amélioration constante depuis quatre exercices, représente désormais une charge négative de 1.2 M€. Il n'absorbe plus que 7% de l'excédent brut d'exploitation. Le désendettement est la principale cause de cette évolution favorable.

Le résultat courant avant impôts progresse de 23% pour atteindre 11 M€ contre 8.9 M€ l'exercice précédent, le retour à des résultats positifs de la branche Electronique étant la principale cause de cette évolution.

Le résultat exceptionnel négatif de 785 K€ est principalement lié à la prise en compte de l'intégralité d'une demande d'indemnité complémentaire de licenciement des anciens salariés de la branche Electronique du site de NOGENT LE ROTROU, fermé fin 2003.

2. Activité

Les trois branches du Groupe Signalisation, Télégestion et Electronique (Equipementier) ont évolué de la manière suivante :

a) La branche Signalisation

Activité historique du Groupe représentant 53% de son chiffre d'affaires, son métier est de concevoir, fabriquer et commercialiser des produits de signalisation routière verticale, qu'elle soit statique (signalisation de police, directionnelle et de chantier) ou dynamique (panneaux à messages variables, feux de carrefour).

Opérant principalement en France (88.5% du chiffre d'affaires) sur un marché structurellement stable, sa stratégie est basée sur quatre axes principaux :

- Une présence commerciale forte lui permettant d'accéder aux marchés de gré à gré.
- Une logistique performante lui permettant d'optimiser les coûts industriels et administratifs et d'augmenter sa réactivité.
- Une politique de nouveaux produits innovants et complémentaires aux produits de base (gamme de fleurissement, panneaux d'information).
- Une offre de services (étude, pose, maintenance, jalonnement) qui complète et donne de la valeur à ces produits.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de cette branche a progressé de 4.04% et a maintenu son résultat.

Les faits marquants de cet exercice ont été les suivants :

- La confirmation de l'accueil très favorable des produits nouveaux lancés il y a deux ans (feu millénium, gamme de fleurissement) et le succès de ceux lancés cette année (texto chantier et texto village).
- L'acquisition à la branche Télégestion de l'activité Trafic (feux tricolores et panneaux à messages variables), afin d'élargir notre offre dans des produits à technologie avancée et ainsi tirer notre gamme vers le haut. De plus, cette acquisition favorisera les synergies commerciales jusqu'alors non exploitées.
- La progression du près de 50% de notre activité de services qui atteint un chiffre d'affaires de près de 5 M€. Cette activité fait actuellement l'objet d'une modélisation qui se matérialise par la commercialisation de nos prestations sous la marque KANGOUROU SIGNALISATION.

Cependant, l'exercice a été pénalisé par :

- Une chute très importante du marché des portiques et potences pour autoroutes entraînant une baisse du chiffre d'affaires et du résultat de notre filiale S.D.S. (-693 K€).

- Le résultat à nouveau déficitaire de SIGNALEST (-386 K€), conséquence de coûts de production trop élevés et d'activités commerciales complémentaires (communication graphique, vente de vêtements de sécurité) non rentables. Le management de cette structure vient d'être réorganisé, avec pour mission de ramener cette filiale à une structure de coûts qui lui permettra de redevenir compétitive, engendrant un plan de licenciement de 36 personnes sur un total d'effectif de 64 personnes.
- Une baisse importante du chiffre d'affaires en Espagne, consécutive aux élections nationales et régionales qui ont bloquées nos ventes pendant plus de six mois. La forte reprise enregistrée ces derniers mois démontre que notre positionnement dans les marchés offrant plus de valeur ajoutée (signalisation urbaine et touristique) et bénéficiant de notre savoir-faire en France, n'est pas à remettre en cause.

Aussi, dans un contexte de marché qui demeure très difficile, notre présence commerciale et notre renforcement dans les produits et services, alliés au redressement de NORTE INDUSTRIAL et SIGNALEST devraient permettre à cette branche de dégager à nouveau un résultat satisfaisant.

De plus, le regroupement des principales activités industrielles sur un seul site (SAINT HERBLAIN), dont la construction vient de s'achever, contribuera à cette évolution.

Les chiffres caractéristiques des principales filiales de cette branche sont les suivants :

Chiffres exprimés en milliers d'euros :

	LACROIX SIGNALISATION	S.D.S	SIGNALEST	SAAM	NORTE (Espagne)
Capital social	13 750	2 000	2 000	452	1 000
Capitaux propres	25 787	2 747	2 203	1 583	2 036
%d'intérêts détenus	99.94%	49.83%	99.92%	98.05%	99.94%
Chiffre d'affaires	42 901	6 233	10 983	5 157	5 275
Résultat courant	7 967	(715)	(398)	677	147
Résultat net	4 217	(694)	(386)	285	(269)
Investissements nets	5 299	(15)	(251)	107	(1 137)

* dont acquisition de l'activité « gestion de trafic » à Télégestion

b) La Branche Télégestion

Après la cession à la branche Signalisation de son activité gestion de trafic (contrôleurs de carrefour et panneaux à messages variables), le métier de cette branche se concentre désormais sur la conception et la commercialisation de systèmes de gestion à distance de régulateur d'eau et d'air pour l'industrie.

Représentant 9% du chiffre d'affaires du Groupe, elle constitue néanmoins une activité importante par sa contribution aux résultats et les potentialités qu'elle recèle, qui sont autant de débouchés pour la branche Electronique, son principal fournisseur.

Dans un marché stable mais récurrent en France (93% du CA), LACROIX SOFREL occupe une forte position grâce notamment à la constante innovation de ses produits (la Recherche et le Développement représente 15% de son CA) et à une présence commerciale et logistique qui couvre efficacement l'ensemble du territoire.

Le chiffre d'affaires de l'exercice affiche ainsi une hausse de 16% par rapport à celui observé au 30 septembre 2003 et un résultat opérationnel qui lui aussi progresse de près de 9.03%.

La confirmation en 2004 de l'accueil favorable d'une nouvelle gamme de produits lancée en 2003 en est principalement la cause.

Cette nouvelle gamme a aussi contribué à l'évolution de notre filiale espagnole dont la progression du chiffre d'affaires s'élève à 27% et qui pour la première fois enregistre des résultats positifs.

Ces deux éléments illustrent la stratégie qui désormais se met en œuvre dans cette division. En restant bien concentré sur son cœur de métier et son marché domestique, avec des produits toujours innovants, la croissance de LACROIX SOFREL se réalisera principalement à l'export, dans des pays ciblés et proches (moins de 2 000 kms). Cette démarche sera facilitée par la compatibilité de notre nouvelle gamme avec les différents systèmes de transmission existant sur ce marché.

C'est pourquoi en 2004, parallèlement au renforcement de la force de vente export, des études de marchés ont été initiées qui devraient permettre dès 2005 de lancer des actions concrètes permettant d'asseoir le développement à l'export de la branche sur des bases pérennes.

Dans ce contexte, avec les investissements que nécessitent cette démarche, le chiffre d'affaires et le résultat de 2005 devraient se situer à un niveau comparable à celui affiché en 2004.

Les chiffres caractéristiques de l'exercice clos le 30 septembre 2004 des deux sociétés composant cette branche sont les suivants :

Chiffres exprimés en milliers d'euros .

	LACROIX SOFREL	SOFREL ESPANA
Capital social	5 500	100
Capitaux propres	8 641	125
% d'intérêts détenus	99.95%	99.94%
Chiffre d'affaires	14 320	1 005
Résultat courant	2 216	26
Résultat net	1 675	26
Investissements nets	(2 895)*	5

* dont cession de l'activité « gestion de trafic » à Signalisation

c) La Branche Electronique (Equipementier)

Représentant 38% du chiffre d'affaires du Groupe, le métier de cette branche est de concevoir et fabriquer des ensembles électroniques pour deux catégories principales de clientèle :

- des donneurs d'ordre qui externalisent leur production d'électronique afin de se recentrer sur leur cœur de métier (Recherche et Développement, commercialisation)
- des industriels non techniciens ayant besoin d'électronique dans leurs produits et qui ne possèdent ni la taille ni la compétence pour disposer de leur propre bureau d'études et moyens de production.

Aussi, à partir d'un cahier des charges qui lui est soumis, LACROIX ELECTRONIQUE conçoit et fabrique les ensembles électroniques dont ils ont besoin.

Capitalisant sur son savoir-faire, tant en bureau d'études, qu'en process et en achat, LACROIX ELECTRONIQUE s'est recentrée depuis deux ans sur les petites et moyennes séries à valeur ajoutée, en privilégiant ses process sur la qualité et la réactivité.

Etoffant sa force commerciale, élargissant son offre par la mise en avant de services (bureau d'études, SAV, achats, prototypages), ciblant la prospection, notamment dans le secteur industriel, l'indicateur d'activité (marge brute) de la division a cru de 16%, malgré un chiffre d'affaires stable, le mix produits ayant minoré la part achat du chiffre d'affaires.

Cette évolution s'est accompagnée d'un élargissement de la clientèle.

Cette hausse d'activité, se cumulant à une baisse des coûts de production consécutive à la fermeture du site de NOGENT LE ROTROU, ont favorisé le retour à un résultat positif dès cette année, le principal client représentant 13% de son activité contre 30% il y a un an.

Cependant, ce redressement de l'exploitation a été pénalisé par une réorganisation industrielle inachevée, la mutation d'une logique masse-production à celle de petites et moyennes séries, en circuit court n'étant pas encore abouti à la clôture.

Elle le sera en 2005, et parallèlement à une croissance des ordres et du nombre de clients qui se confirme, l'activité et le résultat devraient croître au cours de cet exercice.

Au-delà, les potentialités de croissance dans ce métier, où nous sommes désormais bien positionnés, sont importantes et justifient dès maintenant une extension de nos moyens industriels, ceux de France et de Pologne étant saturés. Aussi, l'implantation d'un autre site nous permettant d'élargir notre base industrielle, tout en confortant nos relations commerciales, est envisagée, plus précisément en Tunisie où une opportunité se dessine répondant à ces deux critères.

De plus, afin d'affirmer son ancrage dans la stratégie de développement du Groupe, la société, anciennement dénommée SOFREL EMS, a changé sa dénomination sociale en LACROIX ELECTRONIQUE en cours d'exercice.

Les chiffres caractéristiques de l'exercice clos le 30 septembre 2004 des sociétés de cette branche sont les suivants :

Chiffres exprimés en milliers d'€uros

	LACROIX ELECTRONIQUE	LACROIX ELECTRONICS (Pologne)
Capital social	4 200	2 625
Capitaux propres	5 777	4 452
% d'intérêts détenus	99.99%	99.99%
Chiffre d'affaires	63 447	14 418
Résultat courant	1 713	1 133
Résultat net	1 484	746
Investissements nets	148	244

3. Activité de recherche et développement

Les branches Signalisation et Télégestion sont les plus concernées par les activités de Recherche et Développement, dont le coût annuel comptabilisé en charge d'exploitation s'élève à environ 3 M€.

4. Situation financière

Comme prévu, pour la troisième année consécutive, le désendettement s'est poursuivi, la dette nette passant de 43 M€ à 38.2 M€ à fin septembre 2004. Le ratio « dette nette sur fonds propres » est passé de 1.86 à 0.62 en 3 ans.

Cette évolution est principalement la conséquence du cash généré par l'exploitation (12 M€) et d'investissements contenus, malgré une hausse du besoin en fonds de roulement liée principalement à la hausse d'activité de l'Electronique dans les derniers mois de l'exercice.

En dépit des besoins d'investissements importants sur l'exercice en cours (extension des entrepôts et des bâtiments administratifs sur le site de SAINT HERBLAIN de la branche Signalisation afin de recentraliser les opérations industrielles et administratives, début d'implantation d'usine dans la branche Electronique) et au-delà des potentialités de croissance décrites ci-dessus, le développement du Groupe ne se réalisera pas au détriment du ratio d'endettement.

5. Perspectives

Bien positionné sur ses trois métiers, les potentialités de croissance sont réelles :

- Pour la Signalisation, dans les nouveaux produits et services, en Espagne et dans l'Europe de l'est notamment ;
- Pour la Télégestion, dans les marchés export ;
- Pour l'Electronique, dans les secteurs industriels en Europe avec une offre prix et services élargie ;

Aussi les exercices en cours et suivants devront démontrer la capacité du Groupe à dégager des résultats satisfaisants et à capter des secteurs de croissance tout en respectant des ratios prudentiels d'équilibre financier.

B. LACROIX SA

Société mère du Groupe, elle assure dans le cadre de la gestion de ses actifs les fonctions centrales communes aux trois branches, Direction Générale, Finances, Développement et Communication.

Ses revenus, indépendamment des dividendes, proviennent des redevances perçues par ses filiales en contrepartie des services décrits ci-dessus.

L'exercice, malgré une hausse de 9% de son chiffre d'affaires, affiche une perte d'exploitation de 104 K€, conséquence d'une part des charges supplémentaires liées à la fonction développement du Groupe et aux provisions concernant les plans de stocks options pour un montant de 66 K€.

Cependant, les dividendes perçus d'un montant de 2.3 M€, ainsi que des reprises de provisions sur titres LACROIX SOFREL et LACROIX ELECTRONIQUE permettent d'afficher un résultat largement positif s'élevant à 8.2 M€, à comparer aux 1.3 M€ obtenus l'exercice précédent.

Concernant sa structure financière, le renforcement des capitaux propres, issu du résultat, s'est accompagné d'un désendettement significatif, puisque ramené à 9.8 M€ contre 17 M€ l'exercice précédent. La réduction de capital social de la filiale LACROIX SOFREL pour un montant de 11 M€ en est la principale cause.

L'exercice en cours devrait confirmer la capacité de la société à dégager du résultat.

C. AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de l'exercice de LACROIX SA s'établit à 8 168 297 €.

Le Directoire propose à l'Assemblée Générale l'affectation de résultat suivante :

➤ Bénéfice de l'exercice	8 168 297 €
➤ Augmenté du report à nouveau antérieur	51 786 €
Pour former un montant distribuable de	<u>8 220 083 €</u>

Affecté de la manière suivante :

➤ A titre de dividendes aux actionnaires la somme de Soit 1.80 € par action	1 807 948.8 €
➤ Au poste « autres réserves » la somme de	4 699 857 €
➤ Le solde au poste « report à nouveau » ainsi porté à la somme de étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.	1 712 277.2 €

Le dividende sera mis en paiement à compter du 5 avril 2005.

Il en résulte que le montant des capitaux propres, après affectation du résultat, s'élèverait à la somme de 29 998 523 €.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, et l'avoir fiscal correspondant, ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net par action	Impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal)	Revenu Global
2000/2001	1 004 416	0 €	0 €	0 €
2001/2002	1 004 416	0.70 €	0.35 €	1.05 €
2002/2003	1 004 416	1 €	0.50 €	1.50 €

Le montant des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élève à 22 311 Euros. Ce montant correspond à la part non déductible des loyers sur les véhicules de tourisme utilisés par la Société. L'impôt supporté par la Société à ce titre s'élève à 7 660 Euros.

D. REPARTITION DU CAPITAL ET PRISES DE PARTICIPATION

Répartition du capital

Nous portons à votre connaissance que les actions et droits de vote de LACROIX SA sont détenus à plus du tiers par Monsieur Jean-Paul BEDOUIN et à plus de 50% par la société VINILA INVESTISSEMENTS, contrôlée à plus des 2/3 par Monsieur Jean-Paul BEDOUIN.

Prise de participation

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2004, LACROIX SA a souscrit la totalité des 3 700 actions d'une valeur nominale de 10 € composant le capital social de la société LACROIX II.

LACROIX SA a également acquis de la société LACROIX SOFREL 34 969 titres de la société LACROIX ELECTRONIQUE, portant ainsi son taux de participation à 99.01% au sein de cette société.

E. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Comme indiqué dans l'annexe des comptes consolidés, le plan social concernant la filiale SIGNALEST, rendu public le 13 janvier 2005 portant sur 36 personnes pour un coût global de 684 000 euros n'a pas été pris en compte dans les charges de l'exercice clos le 30 septembre 2004.

F. JETONS DE PRESENCE

Nous vous proposons de fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil de surveillance à la somme de 10 000 €uros.

G. INFORMATIONS SOCIALES

Effectifs inscrits au 30 septembre 2004 par collègues

Sociétés intégrées globalement	Total
Cadres	238
Techniciens	268
Employés	168
Ouvriers	1 075
Total	1 749
Sociétés intégrées proportionnellement	
Cadres	10
Techniciens	7
Employés	25
Ouvriers	56
Total	98
Total général	1 847

Effectifs inscrits au 30 septembre 2004 par branches

Sociétés intégrées globalement	Total
Signalisation	608
Télégestion	100
Electronique	1 041
Total	1 749

Sociétés intégrées proportionnellement	
Signalisation	98
Télégestion	-
Electronique	-
Total	98
Total général	1 847

Ventilation de l'effectif

L'effectif consolidé France de 1 101 personnes, se répartit en 92.2% de contrats à durée indéterminée, 3.7% de contrats à durée déterminée et 4,1% de contrats à temps partiel.

Un effort tout particulier a été réalisé en France pour la participation à la qualification de jeunes avec notamment 14 personnes sous contrats de qualification et d'apprentissage.

L'effectif hors France de 746 personnes, se répartit de la manière suivante : 21.7% de contrats à durée indéterminée temps plein, 3.9% de contrats à durée déterminée et 74.4% de contrats à temps partiel.

Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe et de la saisonnalité, il est fait appel à de la sous-traitance, ainsi qu'à du personnel extérieur.

A titre indicatif l'emploi de personnel en intérim a représenté 249 850 heures soit un équivalent homme de 156.

Une autre réponse à la saisonnalité et au temps partagé a été trouvée pour l'une des sociétés du Groupe, au travers de l'adhésion à un groupement d'employeurs, correspondant pour l'exercice à 5 160 heures soit un équivalent homme de près de 3.25.

Evolution des rémunérations du Groupe

	30 septembre 2004 en K€	30 septembre 2003 en K€
Masse salariale totale (Salaires, participations et charges)	32 656	31 825
Charges sociales	12 537	11 906
Total	45 193	43 731

Œuvres sociales

Le budget de l'exercice en matière d'œuvres sociales en France s'est élevé à 121 600 K€.

Relations professionnelles et accords collectifs

L'ensemble du Groupe France comporte 7 Comités d'Entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, 95 réunions de Comité d'Entreprise et de Délégués du Personnel ont été tenues.

Durant cette même période un accord d'intéressement et deux accords de déblocage anticipé et temporaire ont été conclus.

Hors France : deux Comités d'Entreprise sont également constitués en Espagne et en Pologne ; durant l'exercice 16 réunions ont été tenues (DP, CE, CHSCT).

Deux autres accords, relatifs aux horaires, ont été signés pour les filiales espagnoles au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2004.

Comité d'hygiène et de sécurité

En France, le Groupe est doté de 8 CHSCT qui ont tenus 47 réunions durant l'exercice. Les actions marquantes menées par certaines filiales ont été les suivantes :

- suivi de l'analyse des risques
- mise en place d'un SMS (système de management par sécurité)
- évaluation des risques sur les postes de travail
- mesure et contrôle des normes bruit, pollution et éclairage

Travailleurs handicapés

Au cours de l'exercice, alors que le Groupe France avait comme obligation en terme d'emploi de travailleurs handicapés : 60 unités ; il a satisfait à cette obligation à hauteur de 61% par l'emploi de salariés handicapés, 15% par le recours à des CAT (Centres d'Aide par le Travail), et le solde par versement à l'AGEFIPH.

Relations avec les établissements d'enseignement

Le Groupe France a versé au cours de l'exercice 106 600 € au titre de la taxe d'apprentissage, au bénéfice de 68 établissements. Durant la même période 5 jeunes sous contrats d'apprentissage ont été employés.

Formation

En France c'est un peu plus de 700 heures de formation qui ont été réalisées pour les salariés, ce qui ramené à l'effectif, représente en moyenne une journée de formation par salarié.

Organisation du temps de travail

La plupart des filiales France ont organisé leur temps de travail sur la base d'une annualisation de 1 600 heures, pour certaines par la conclusion d'accord de modulation.

H. POLITIQUE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

Compte tenu de leurs activités spécifiques, la politique en matière environnementale est présente par branche d'activité :

Branche Signalisation

La branche Signalisation continue de mener sa politique de respect de l'environnement engagée depuis déjà plusieurs années.

Après avoir réalisé une mise à niveau de ses équipements et procédures, elle s'attache désormais à leur fiabilisation. Pour exemple, le traitement des effluents de LACROIX SIGNALISATION sera doté d'un dispositif d'auto surveillance, et les modalités de transmission des résultats seront révisées en accord avec les nouvelles exigences de la DRIRE.

Dans le cadre de la diminution des COV (composés organiques volatils), et suite à un diagnostic réalisé en 2004, LACROIX SIGNALISATION envisage la modernisation de son atelier de peinture et de son poste de dégraissage. Cela lui permettra d'assurer sa conformité avec l'arrêté 2 février 1998 qui est applicable à compter du 30 octobre 2005.

Dans le cadre de l'activité « gestion de trafic », rattachée à la branche Signalisation au cours de l'exercice, il a été mis en place, comme prévu, le tri des déchets industriels courants. L'objectif d'une diminution de 30% du coût de traitement des déchets a été atteint.

Branche Télégestion

De part son métier, l'activité Eau de la branche Télégestion n'est pas concernée par la politique environnementale.

Branche Electronique

La branche Electronique est certifiée ISO 14001 depuis janvier 2004.

Cette politique de mise en place d'un système de management de l'environnement s'est étendue à l'ensemble des sites industriels de la branche Electronique.

Cette démarche est poursuivie sur l'exercice 2004/2005 par un important programme d'études et d'investissements concernant le process de brasage avec soudure sans plomb.

I. AUTORISATION D'INTERVENIR EN BOURSE

Nous vous proposons d'autoriser le Directoire à procéder à des rachats des propres titres de la société, représentant jusqu'à 10 % du capital social, par intervention sur le marché, y compris par achat de blocs, ou autrement lors d'applications hors marché ; la part réalisée par achat de blocs de titres ou par application pourrait atteindre l'intégralité du programme.

Nous vous proposons d'autoriser le Directoire à utiliser à toutes fins les actions ainsi acquises :

- soit pour procéder à l'animation du cours par un prestataire de services d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- soit pour procéder à l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- soit pour la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions ;
- soit pour la couverture de plans d'achat d'options à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe ;

Nous vous proposons de fixer à 200 €uros le prix unitaire net d'achat maximum auquel la société pourra effectuer ces acquisitions, lesquelles devront respecter les règles prévues par le règlement 98-02 de la COB, modifié par les règlements 2000-06 et 2003-06 en ce qui concerne les conditions et les périodes d'intervention sur le marché.

La présente autorisation est donnée pour une durée maximum de 18 mois. Elle annule pour sa partie non utilisée celle précédemment accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 26 mars 2004 sur la régularisation des cours.

Les achats effectués, dans le cadre du précédent programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 26 mars 2004, seront pris en compte pour la détermination du nombre d'actions détenues par la société au titre de la limite précitée de 10%.

Le Directoire donnera chaque année aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée Générale Ordinaire les informations relatives aux achats d'actions et cessions réalisées.

A ce titre, nous sommes intervenus au cours de l'exercice pour acquérir 1 998 titres au prix moyen de 43.14 €uros et céder 3 000 titres au prix moyen de 22.50 €uros.

En date du 10 mai 2004, la société a signé un contrat de liquidité avec un prestataire de services d'investissements. Ce contrat a été alimenté par 1 000 titres autodétenus. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2004, ce contrat de liquidité, détenu à 80% par LACROIX SA, a acquis 654 titres au prix moyen de 40.39 €uros et a cédé 875 titres au prix moyen de 47.08 €uros.

A la clôture de l'exercice, la société détenait 20 184 titres, soit 2.01% du capital au prix de 27.28 €uros, sous la rubrique « valeurs mobilières de placement : actions propres ».

J. PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 30 septembre 2004.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L 225-102 du code de commerce s'élevait au 30 septembre 2004 à zéro.

K. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Situations des mandats des membres du directoire et du conseil de surveillance

Le directoire a examiné la situation des mandats des membres du directoire et du conseil de surveillance et constaté qu'aucun des mandats n'est soumis à renouvellement.

Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du code de commerce, nous vous présentons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux.

Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par l'ensemble des mandataires sociaux. Cette rémunération s'élève à 578 K€uros.

L. NORMES IFRS

Dans le cadre du passage aux normes IFRS, dont l'application est obligatoire pour l'exercice ouvert au 1er octobre 2005 avec une année de comparatif, le groupe LACROIX a mis en place un plan de transition sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier.

Le projet IFRS suit une progression en trois phases :

- La première phase a conduit à l'établissement d'un pré-diagnostic, la constitution du groupe de travail et la mise en place d'un plan de progression.
- La seconde phase consiste en une analyse approfondie des divergences avec les règles actuelles retenues par le Groupe et le diagnostic de l'application des normes IFRS.
- La troisième phase consiste à une opérationnalisation des étapes précédentes afin d'adapter le processus de consolidation et de production d'information financière en IFRS.

En l'état actuel de l'avancement des travaux, le groupe de travail finalise la phase 2.

MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU 30 SEPTEMBRE 2004

DIRECTOIRE

Yves KROTOFF	PRESIDENT	Administrateur SA ASTEC Administrateur SA VINILA INVESTISSEMENTS Représentant légal de LACROIX SIGNALISATION SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS Président SAS LACROIX II Directeur Général SAS LACROIX ELECTRONIQUE Président SAS SIF DU COTEAU Gérant SCI LTI SUD EST et SCI LTI CENTRE Président LACROIX Canada INC Administrateur SPEC STRUCTURE DESIGN
Michel JOLIVET	MEMBRE	Administrateur SOCIETE DES SIGNALISATIONS Président SAS LACROIX SIGNALISATION Président SAS LACROIX OCEAN INDIEN Président SAS LACROIX TRAFIC Président SAS SAAM Président SAS SIRA Président SAS SIGNALEST Président SAS KANGOUROU PACA Président SAS KANGOUROU OUEST Président SAS KANGOUROU ATS Président NORTE INDUSTRIAL Co-Président de SPEC STRUCTURE DESIGN Gérant SARL BFK
Jean-Pierre GOMEZ	MEMBRE	Néant

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Jean-Paul BEDOUIN	PRESIDENT	Administrateur SA GROUPE TRANSPORT SERVICES Administrateur SA OCEA Administrateur KADRI INGENIERIE Représentant légal de VINILA INVESTISSEMENTS Chez SA FRAVAL DEVELOPPEMENT Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de SA VINILA INVESTISSEMENTS Président SAS LACROIX ELECTRONIQUE Président SAS LACROIX SOFREL Gérant de la SCI POMO, de la SCI VINILA, de la SCI RENS et de la SCI EMERAUDE DEVELOPPEMENT
Michel COMETS	MEMBRE	Administrateur SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS Représentant légal SA SOCIETE DES SIGNALISATIONS chez SA GERTRUDE Gérant SCI COM
Georges PRADEAUX	MEMBRE	Néant
Vincent BEDOUIN	MEMBRE	Néant
Nicolas BEDOUIN	MEMBRE	Néant

Christian CUNAUD MEMBRE

Président SAS FIGSA
Président SAS GROUPE SALMON ARC EN CIEL
Président SAS ARC EN CIEL PRODUCTIONS
Président SAS ARC EN CIEL BOUTIQUE
Président SAS ARC EN CIEL MAILLE
Président SAS ARC EN CIEL DISTRIBUTIONS
Président S.L. GROUPE SALMON ARC EN CIEL
ESPANA
Membre du conseil de surveillance de VENDEE
MATERIAUX
Administrateur SA NOUVEL OUEST
Co-directeur GSA HK LIMITED (HONG KONG)